

Réunion régionale SUN Amérique latine et Caraïbes - 2022 13-15 décembre 2022, Panama

Introduction et résumé de l'événement

Pendant trois jours, environ 120 participants (85 en présentiel et 35 en distanciel) représentant dix pays de la région (six pays du Mouvement SUN - Équateur, Salvador, Costa Rica, Guatemala, Honduras et Pérou, et quatre pays observateurs – Colombie, Cuba, Panama et République dominicaine) se sont réunis à Panama pour convenir des priorités et des opportunités, établir des objectifs en matière de nutrition ainsi que pour échanger sur des expériences et des bonnes pratiques dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes.



Au cours de l'événement, les délégués ont participé à plus de dix sessions couvrant des questions clés liées à la mise en œuvre efficace de l'action nutritionnelle. Parmi ces sujets figuraient le financement de la nutrition et la mobilisation des ressources, le rôle du secteur privé, la mise en œuvre des engagements du Sommet de la nutrition pour la croissance (N4G), les systèmes d'information nominatifs pour la nutrition, le changement systémique grâce aux feuilles de route sur les systèmes alimentaires, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion des connaissances, le plaidoyer de haut niveau, l'établissement de liens entre la protection sociale et la nutrition, et le potentiel des entités régionales.

Au cours de la « galerie régionale », qui a été organisée les deux premiers jours après les sessions, les pays ont exposé et présenté les bonnes pratiques mises en œuvre sur leur territoire (en plus de celles présentées lors des sessions ordinaires). Six pays ont soumis un total de neuf bonnes pratiques et trois autres ont été communiquées au Secrétariat du Mouvement SUN.

En parallèle, des réunions bilatérales ont été organisées entre la Coordinatrice du Mouvement SUN, Gerda Verburg, et chaque délégation, y compris avec les pays observateurs, et avec les représentants des agences de coopération internationale de la région.

Jour 1 - Mardi 13 décembre 2022

a) Bilan des progrès de la région dans le cadre de SUN 3.0 et priorités pour l'avenir

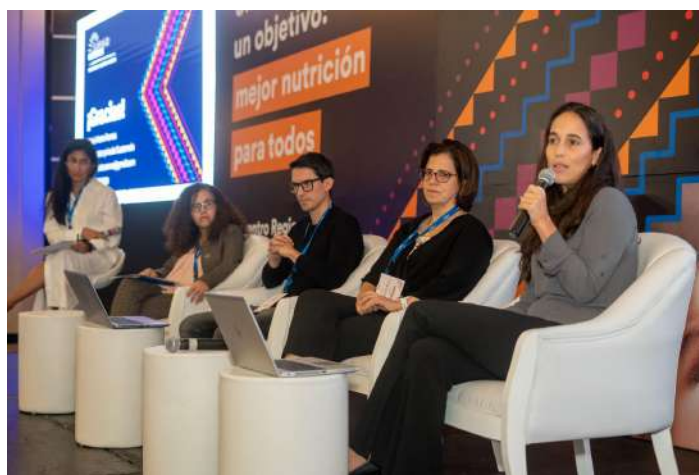
Les pays ont mis en avant et salué le soutien apporté à la création et au renforcement de plateformes multisectorielles et multi-acteurs pour la nutrition, et le plaidoyer de haut niveau qui place la nutrition en tête de l'agenda politique, entre autres efforts. Il a également été mentionné que les indicateurs nutritionnels se sont améliorés ces dernières années en lien avec l'accompagnement du Mouvement SUN. Parmi les réalisations mentionnées figure le développement d'une méthodologie pour mesurer les investissements dans la nutrition et l'assistance technique reçue.



En ce qui concerne les défis et priorités, les participants ont fait part du besoin d'un soutien accru à la fois dans la mobilisation des ressources, notamment la collaboration avec le secteur privé, ainsi que le renforcement des structures de gouvernance infranationales. Ils ont également insisté sur l'importance de renforcer l'utilisation de l'information (en particulier en ce qui concerne l'évaluation de l'impact des actions mises en œuvre), et de produire des supports pour pouvoir partager des messages clés avec différents publics.

b) Session 1 : Méthodes innovantes pour la mobilisation des ressources et la collaboration avec le secteur privé et le Réseau du secteur privé SUN
(Présentations)

Cette session, dirigée par le Programme alimentaire mondial, a facilité la compréhension du rôle du secteur privé dans les pays du Mouvement SUN et de son potentiel dans la région, ainsi que de l'importance d'impliquer le secteur privé dans la discussion sur les questions de nutrition. Les expériences du Pérou, du Guatemala et de l'Équateur, qui ont tous développé des intégrations et des actions conjointes avec le secteur privé, ont été présentées ; le FIDA a également présenté les enseignements tirés de projets menés avec les petits agriculteurs qui visent à améliorer la nutrition.



Au cours de la discussion, il a été mentionné que malgré l'existence de conflits d'intérêts potentiels qui surviennent lors de l'implication du secteur privé, il est important d'établir un dialogue avec ses acteurs pour jeter des ponts et définir un objectif commun. L'implication du secteur privé est essentielle pour trouver des solutions aux problèmes multifactoriels, tels que la malnutrition des enfants, qui nécessitent des solutions multi-sectorielles (associant notamment le secteur privé, qui peut contribuer à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement). En termes de ressources, il a été souligné qu'il est important que les premiers fonds investis soient des fonds publics. La question de l'efficacité des ressources est cruciale. Par conséquent, l'utilisation de données probantes a un rôle très important à jouer pour investir dans des actions qui donnent des résultats. De même, il est crucial de travailler avec une approche ascendante pour générer le changement et échanger de bonnes pratiques.

c) Immersion 1 : Stratégies d'optimisation des ressources de financement axées sur la nutrition – Budgétisation axée sur les résultats
(Présentations)

Cette session a introduit le sujet de la budgétisation axée sur les résultats, la redevabilité et la gestion gouvernementale visant à la durabilité des interventions. Après les présentations initiales de l'Équateur et du Pérou sur la mise en œuvre d'une stratégie de budgétisation axée sur les résultats, les pays ont travaillé en groupe pour discuter des points critiques identifiés tels que la priorisation des biens et services, la budgétisation et l'allocation des ressources, les outils nominatifs de suivi et de contrôle, et la participation sociale.

La mise en œuvre de la stratégie budgétaire axée sur les résultats s'accompagne de différentes difficultés, notamment un manque d'informations nominatives, des marchés publics qui ne sont pas correctement hiérarchisés ou qui ne répondent pas aux besoins réels, et le manque de personnel qualifié pour la mise en œuvre des politiques et des interventions. L'importance d'une gouvernance partagée pour la mise en œuvre d'un système de budgétisation axée sur les résultats a également été soulignée. En termes d'outils nominatifs de contrôle et de suivi, l'importance de renforcer les systèmes d'information automatisés et



d'établir des alliances avec le monde universitaire a été mentionnée, afin que cela puisse se traduire par des recherches et des données scientifiques probantes.

Le rôle clé des jeunes dans le positionnement des travaux en faveur de la nutrition et de la surveillance collaborative, comme dans le cas du Pérou, a été souligné. Les jeunes jouent également un rôle important dans la diffusion de

messages clés adaptés pour communiquer le plus efficacement possible à la population générale sur différents supports (comme les réseaux sociaux). Enfin, parmi les défis à relever a été identifié le manque d'articulation entre les offres de biens et services qui ne prennent pas toujours en compte l'importance d'une approche plus personnalisée.

Jour 2 - Mercredi 14 décembre 2022

a) [Webinaire N4G – Nutrition pour la croissance, redevabilité dans la région](#) [\(Présentations et enregistrement\)](#)

Le Rapport sur la nutrition mondiale a présenté les résultats de son rapport annuel 2022 et le Cadre de redevabilité en matière de nutrition (NAF).

Les progrès réalisés dans le respect des engagements ont été soulignés. Il a été mentionné que les gouvernements accordent leur priorité aux objectifs de nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, tandis que les objectifs en matière de maladies non transmissibles ont été privilégiés par les pays à revenu élevé. L'utilisation du Cadre de



redevabilité en matière de nutrition permettra de faire progresser le respect des engagements grâce à un suivi public et transparent.

Le Salvador et le Guatemala ont présenté les progrès qu'ils ont réalisés par rapport aux engagements pris lors du dernier sommet N4G. Au Honduras, les engagements sont basés sur la décentralisation des services de nutrition et le renforcement de la gestion municipale, en parallèle à l'établissement d'un système d'information. Les progrès ont porté sur l'amélioration de la loi sur l'allaitement maternel ainsi que sur la réglementation des produits transformés et ultra-transformés.

Le Guatemala dispose d'un plan opérationnel annuel qui vise à garantir le budget à travers 17 institutions gouvernementales. L'existence de commissions multisectorielles de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui se réunissent pour analyser les processus et les progrès a été mentionnée. De même, il existe des conseils territoriaux dans lesquels sont partagés les indicateurs et les résultats de l'inclusion de la population dans les programmes.

Au Salvador, dans le respect des engagements, la société civile a contribué aux études nécessaires à la prise de décision et a soutenu le gouvernement dans la poursuite du renforcement de la nutrition.

Pour ce qui est de l'avenir et du prochain sommet N4G en France, le pays organisateur a réaffirmé l'importance d'une collaboration multisectorielle pour respecter les engagements pris en faveur de la nutrition, en renforçant la capacité de la société civile et en donnant les moyens d'agir aux personnes les plus touchées

b) Session 2 : Systèmes d'information nominatifs et meilleurs indicateurs pour la nutrition (Présentations)



La session a présenté un cadre général de la façon dont la région présente la situation nutritionnelle et les problèmes de nutrition des différents pays par rapport aux indicateurs mondiaux. L'expérience de l'Équateur en matière de systèmes d'information nominatifs pour la nutrition (Système de suivi nominatif unifié et universel) a fait l'objet d'une présentation. La plateforme permet de recevoir l'information dans les 24 heures par le biais d'une alerte transmise à l'institution qui fournit le service à la personne. Le système incite le service public à se rapprocher de la population générale, et non l'inverse. En ce qui concerne l'apprentissage, l'accent a été mis sur le fait que le capital (dans ce cas, par le biais de fonds de coopération) et la volonté politique sont essentiels à la mise en œuvre de ces interventions. L'importance des systèmes multisectoriels et multi-niveaux, de l'utilisation de l'information au niveau infranational, de l'existence de systèmes d'information légitimement ouverts dans le

pays et de l'implication d'équipes multidisciplinaires (non seulement techniques, mais aussi du personnel ayant de réelles compétences en matière de communication) a été soulignée. La session s'est terminée par les commentaires de Vital Strategies pour promouvoir des systèmes de santé publique équitables et efficaces.

c) Session 3 : Changement systémique, élaboration d'un plan d'action pour les feuilles de route des systèmes alimentaires (Présentations)

Après une présentation du bureau sous-régional de la FAO sur le Cadre conceptuel sur les systèmes alimentaires, le bureau régional de l'UNICEF a présenté le travail de l'organisation sur les systèmes alimentaires et en particulier le cadre Innocenti sur les systèmes alimentaires pour les enfants et les adolescents, qui travaille sur la protection et la promotion d'une alimentation adéquate et des services et pratiques axés sur les enfants. Les facteurs déterminants qui représentent les processus et les conditions dans le système alimentaire ont été mentionnés pour améliorer les régimes alimentaires des enfants et des adolescents ainsi que le travail conjoint de l'UNICEF et de GAIN dans l'élaboration d'un récit commun. Le PAM a présenté le travail de l'équipe spéciale de suivi régional (FAO, FIDA, PAM, CEPALC). Le groupe de travail a apporté son assistance à la coordination et l'organisation d'événements régionaux et locaux tels que les dialogues nationaux, et il a été réactivé pour le suivi des feuilles de route.

Le Salvador (CONASAN) et le Costa Rica (FAO) ont expliqué comment ils ont conçu et mettent maintenant en œuvre leurs feuilles de route. Les représentants du Salvador ont notamment mentionné la priorisation de quatre axes de travail pour la conception des feuilles de route. Le dialogue politique et l'élaboration des pistes d'action ont fait intervenir la participation des enfants et des jeunes, qui se sont appuyés sur leurs expériences pour contribuer à ce travail de conception. Au Costa Rica, des initiatives, menées par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, visaient déjà à mettre l'accent sur les systèmes alimentaires. En ce qui concerne l'élaboration de la feuille de route au Costa Rica, quatre dialogues nationaux ont été mis en place, au cours desquels plusieurs thèmes clés ont été discutés (par exemple, l'innovation numérique dans l'agriculture). Actuellement, des priorités sont établies pour le suivi des actions (notamment la mise en œuvre des directives sur l'alimentation, en mettant l'accent sur les systèmes alimentaires et la préparation du décret visant à intégrer la réglementation de la liste des biens qui composent le « panier fiscal de base » pour le bien-être des familles).

Les délégations ont eu la possibilité de réfléchir aux opportunités et aux défis liés à la création de synergies entre la transformation des systèmes alimentaires et les agendas de nutrition et de santé. Elles ont également identifié les actions les plus urgentes à mener pour que la mise en œuvre de la transformation des systèmes alimentaires conduise à une meilleure nutrition dans leurs pays respectifs.

d) Session 4 : Développement et mise en œuvre d'un plan d'action national de gestion des connaissances (Présentations)



La session a commencé par une présentation des éléments clés de la gestion des connaissances dans le contexte du Mouvement SUN. Parmi les principes clés qui ont été mentionnés figure l'importance d'intégrer dès le départ une approche axée sur l'apprentissage. Le Secrétariat du Mouvement SUN a présenté les différentes étapes pour l'élaboration d'un plan d'action national pour la gestion des connaissances. Les participants se sont ensuite réunis en groupes de travail pour chaque pays afin d'élaborer un projet de plan d'action pour la gestion des connaissances.

Lors des présentations des travaux de groupe, les pays ont mis en avant plusieurs éléments, par exemple l'importance d'adapter l'information au public, de définir des indicateurs pour mesurer l'impact des processus de formation, d'éducation et de gestion des connaissances, mais aussi de mesurer le coût des bonnes pratiques lors de leur compilation afin de mieux comprendre le rapport coût-bénéfice. En outre, les participants ont mentionné l'importance de définir des critères pour l'archivage des informations dans des référentiels de données (notamment par l'établissement de normes minimales et l'implication de la société civile et du monde universitaire dans le processus).

Jour 3 - Jeudi 15 décembre 2022

a) Immersion 2 : Plaidoyer : Parler d'une seule voix pour influencer les décisions en matière de nutrition (Présentations)

La session a consisté à réunir les délégations par pays pour travailler sur les processus de plaidoyer et les messages communs qu'elles peuvent utiliser collectivement dans le cadre de leurs plans d'action. La délégation de chaque pays a réalisé un inventaire des différents acteurs afin de les influencer, avant de développer des messages de plaidoyer adaptés à chaque acteur en fonction de son niveau de pouvoir, d'influence et de soutien. Chaque délégation a partagé ses messages



avec les autres délégations et a discuté du contexte dans lequel elle intervient.

Il est important de souligner le rôle que joue chaque acteur en assumant ses responsabilités et ses engagements en fonction de son niveau de pouvoir, d'influence et de soutien pour la question de la nutrition. Il est essentiel de donner à chaque partie prenante les moyens d'utiliser son statut et ses opportunités pour accélérer les progrès en faveur de la nutrition.

Il a été conclu que la collaboration entre les différentes parties prenantes et la volonté politique sont essentielles pour accélérer les progrès. Le plaidoyer n'est pas seulement l'affaire de la société civile et de la jeunesse, mais de toutes les parties prenantes qui doivent prendre des engagements en faveur de la nutrition.

b) Session 5 : Établir des liens entre la protection sociale et la nutrition dans la région ALC : Données probantes, opportunités et défis (Présentations)

La session a commencé par une introduction sur l'importance et l'urgence d'établir des liens entre la protection sociale et la nutrition, en soulignant le rôle de la protection sociale dans le contexte d'une crise prolongée et complexe dans la région, et la façon dont la pauvreté multidimensionnelle est liée à l'insécurité alimentaire ainsi qu'aux conséquences

supplémentaires entraînées par la malnutrition. Il est prouvé que la protection sociale peut avoir un impact à la fois positif et négatif sur l'acquisition de denrées alimentaires par les ménages. Par conséquent, les participants ont insisté sur la nécessité d'examiner et d'intégrer des données probantes pour orienter les politiques et les programmes.

La présentation s'est poursuivie avec des exemples de pays ayant adapté leurs systèmes de protection sociale pour avoir un impact sur la nutrition. Le Pérou a partagé son expérience de la réforme de ses programmes sociaux qui, depuis 2008, comprennent des indicateurs nutritionnels. La nécessité d'inclure la nutrition comme fondement du capital humain a été soulignée. Le programme d'alimentation scolaire Qali Warma était initialement axé sur l'éducation et visait à pallier les carences en apports énergétiques, avant d'inclure des indicateurs nutritionnels. Le programme intègre désormais des indicateurs relatifs à l'éducation, à la nutrition, à la protection sociale et à l'économie locale, et est devenu une plateforme de protection sociale complète. De même, la République dominicaine a intégré l'éducation alimentaire et nutritionnelle dans ses programmes pour lutter contre la malnutrition et l'obésité, et a souligné l'importance de disposer de données scientifiques probantes. L'Équateur a expliqué comment il a étendu ses mécanismes de protection sociale



pendant la crise du COVID-19, soulignant la nécessité d'une intégration multisectorielle des programmes de protection sociale.

Enfin, la session s'est terminée par des ateliers nationaux au cours desquels les participants ont discuté des principales opportunités et des principaux obstacles à l'avancement de l'agenda de la protection sociale contribuant à la nutrition dans la région, et des actions prioritaires pour l'avenir ont été identifiées.

c) Où nous allons (Réflexions finales, échanges et potentiels régionaux) et remarques de clôture

Au cours de cette dernière session, les pays ont eu la possibilité de réfléchir à l'avenir et aux priorités des pays dans la lutte contre la malnutrition. Entre autres défis, ils ont mentionné, par exemple, la nécessité de regrouper le travail sur le territoire, de continuer à travailler sur l'institutionnalisation de la nutrition, de renforcer les partenariats, y compris avec davantage d'acteurs, de continuer à partager et documenter les bonnes pratiques, et de générer et utiliser des données probantes pour promouvoir la nutrition. La dégradation de la situation nutritionnelle due aux changements politiques représente une autre difficulté majeure qui touche certains pays de la région.

L'importance cruciale de travailler ensemble, en tant que région, pour être en mesure de relever ces défis a été soulignée. Les coprésidents du Comité exécutif du Mouvement SUN et la Coordinatrice du SUN ont souligné cet aspect fondamental. De même, il est important de favoriser et de financer la participation de la société civile et de la jeunesse aux efforts visant à améliorer la nutrition.

